

A NOTER : le présent document reprend la liste des questions/réponses de la précédente consultation n°20255138 relancée sur les lots 1, 2 et 3. Les candidats ne tiennent donc pas compte des réponses concernant le lot 4 ni des éléments concernant les anciennes versions des pièces financières.

REPONSES AUX QUESTIONS

QUESTION 1

1. DPGPF

- a. Décomposition des taux horaires : il est indiqué week-end or les prestations de samedi et de dimanche n'ont pas le même taux horaire (majoration de 10% le dimanche). Il y a 8 catégories de prix dans le secteur de la sécurité privée : jour ouvré jour – jour ouvré nuit – dimanche jour – dimanche nuit – férié jour – férié nuit – dimanche férié jour – dimanche férié nuit. Est il possible de revoir les bordereaux en ce sens. Même question pour le BPU commun à l'ensemble des lots.
- b. Volume horaire annuel (colonne G) : sur quelle base calendaire avez-vous défini les volumes horaires ? Du 17/11/2025 au 16/11/2026, nous décomptons : 252 jours ouvrés, 51 samedis, 51 dimanches, 10 fériés, 1 dimanche férié.
- c. Levées de doute : celles-ci ne peuvent être incluses dans le forfait de télésurveillance, elles doivent être facturées à l'unité
- d. Coût de raccordement des alarmes : le raccordement des alarmes aux frais du prestataire est un avantage au sortant qui n'est pas conforme à la mise en concurrence. Est il possible d'isoler ce coût et de ne pas le prendre en compte dans l'analyse financière des offres.
- e. Coefficient de majoration : pouvez vous nous détailler ce qui est attendu en réponse en colonne U
- f. Superviseur : pour les lots 2 et 3 sur quelle ligne pouvons nous valoriser la politique incitative pour le superviseur. Devons nous l'intégrer dans le taux horaire des SSIAP 2 ou est il possible de prévoir une ligne de « forfait annuel pilotage superviseur » pour chiffrer uniquement le différentiel avec son statut SSIAP 2.

2. Eléments de reprise de personnel

- a. Lot 2 : L'expression de besoin est de 7.46 ETP SSIAP 2 et 7.46 ETP SSIAP 1, la reprise de personnel s'appréciant sur le périmètre sortant, y a-t-il eu une modification de l'expression de besoin par rapport au CDC actuel. Auquel cas, merci de bien vouloir nous préciser les prestations réalisées sur le contrat en cours. En effet, nous notons 18 ETP transférables (ce qui indiquerait que tous ne sont pas réellement éligibles à la reprise s'il n'y a pas eu de réduction de périmètre) et notamment 6 ETP ADS dans le tableau. En cas de modification du niveau de qualification attendu, nous devons chiffrer le coût de formation initiale SSIAP 1 pour la montée en compétences des agents transférables (obligation réglementaire qui incombe au prestataire entrant).
- b. Pouvez-vous nous confirmer que le PSE 1 était déjà requis dans le périmètre sortant, que tous les agents transférables seront donc à jour de cette formation et que nous n'avons pas à chiffrer de formation PSE1 Initiale. De façon plus générale pouvez vous nous préciser les lots sur lesquels il y a eu des modifications de qualifications ou formations requises par rapport au contrat actuel.

3. CCTP

- a. Formation désincarcération : pouvez-vous nous préciser qui coupe et remet le courant? Si c'est le SSIAP, le H0B0 ne sera pas suffisant, la formation BE Manœuvre sera nécessaire.
- b. Pouvez vous nous indiquer les marques de vos infrastructures radios pour chacun des lots afin que nous puissions chiffrer des portatifs compatibles. Pouvez vous nous confirmer qu'il n'y a aucun besoin de portatif ATEX
- c. Raccordement télésurveillance : pour chaque site à raccorder merci de préciser les information suivantes : type de liaison de transmission, protocoles de transmission, caractéristiques des centrales d'alarmes, nombre de transmetteurs...

Réponse 1

1. DPGF

- a. La DPGF ainsi que le BPU/DQE ont été remaniés pour intégrer ces catégories de prix et en faire la décomposition sur 4 ans.
- b. Les volumes sont calculés sur 365 jours. Le détail des jours fériés est à prévoir par périodes identifiées dans la version n°2 de la pièce financière.
- c. Les intervention de levé de doutes sont désormais chiffrées dans le BPU-DQE de la version n°2 de la pièce financière pour les lots 2 et 3 (ne pas les chiffrer si vous ne répondez pas à ces lots).
- d. Les frais de raccordement des alarmes sont désormais à chiffrer à part et ne sont pas pris en compte dans l'analyse des offres.

- e. Le coefficient de majoration est supprimé de la version n° 2 de la pièce financière.
 - f. Si votre politique incitative doit être valorisée dans la pièce financière, elle doit l'être directement sur les lignes SSIAP 2 des lots concernés.
2. Reprise de personnel
- a. Le titulaire actuel du marché a été interrogé sur ces éléments. *Nous vous ferons parvenir des éléments plus détaillés dans les jours à venir.*
 - b. Le Titulaire devra affecter à cette prestation un personnel qualifié et expérimenté en rapport avec les postes à tenir. Tous les agents disposeront à minima :
 - Du CQP, et être en capacité d'utiliser un défibrillateur.
 - Du SST ou PSE niveau 1.
 - D'une habilitation contre les risques électriques (H.O.B.O.).
 - Du SSIAP 1 ou 2 en fonction des postes à tenir,
 - Pour les agents SSIAP, d'une formation à la désincarcération délivrée par un ascensoriste
 - Les agents en vidéosurveillance devront justifier d'une formation « agent-vidéo » par un organisme extérieur et seront formés par la CDC au système Security Center de chez GENETEC à hauteur de 1 semaine en formation initiale.
3. CCTP
- a. En effet, il s'agit bien du SSIAP, le BE manœuvre sera bien nécessaire.
 - b. Les portatifs sont de marques ICOM.
 - c. 1 transmetteur par site indiqué. La centrale est une Honeywell Galaxy 520 V6.

QUESTION 2

1. LOT 4 : DPGF et CCTP

- a. Volumétrie ADS Filtrage Contrôle Accès : 8h-17h en JO = $9 \times 251 = 2259$, il est renseigné 2197 dans la DPGF
- b. Volumétrie ADS Filtrage Accueil : 17h-19h en JO = $2 \times 251 = 502$, il n'y a aucune heure renseignée dans la DPGF
- c. Volumétrie Coordinateur SSIAP 3: il est indiqué 07h-12h dans le CCTP et 07h-13h dans la DPGF, il convient de retenir 7h-13h car un accord de branche a été signé portant la durée minimale d'une vacation à 6h.
- d. Superviseur : Dans le CCTP il est indiqué au poste central bâtiment Amédée, ce qui ne correspond pas à ce lot, pouvez-vous nous confirmer qu'il faut nommer un superviseur parmi les titulaires SSIAP 2 en plus du coordinateur qui intervient 2 jours par mois.
- e. Volumétrie maximale de vacations : dans le CCTP il est indiqué que le PCS sera exploité avec une volumétrie de 132 vacations max par an, pouvez-vous nous expliquer cet attendu, qui ne correspond pas à l'expression de besoin détaillée.

Réponse 2

- a. Dans la DPGF, il est mentionné un volume de 2197h basé sur une plage horaire de 8h à 16h45. Or, la plage horaire de l'accueil/Contrôle d'accès étant obligatoirement de 8h à 17h ainsi que mentionné, le volume devient donc : 2260h sur la base de 252 jours ouvrés dans la version 2 de la pièce financière.
- b. Il s'agit du même ADS de filtrage déjà en poste à proximité de l'Accueil. Il est donc normal qu'aucun ajout d'heures ne soit mentionné dans la DPGF. Il est indiqué en page 24 du CCTP : « **L'ADS Filtrage poursuit sa mission en s'installant à l'accueil »
- c. Il faut retenir la plage horaire 07-13h, soit 6h conformément à l'accord de branche. Il est indiqué en page 10 du CCTP : « Le titulaire instaure 1 coordinateur de site Network2-Bagneux à raison de 2 x 6h/mois, de 7h00 à 13h00 en jours ouvrés. »
- d. Il s'agit d'une coquille pour le PCS. Le SSIAP2 est considéré comme superviseur local du site en plus du coordinateur SSIAP3. Il seconde le SSIAP3 pour les actions de supervision à

mener en lien avec le Pilotage Local (c'est-à-dire le client ICDC qu'il soit Pilote de Contrat ou Pilote opérationnel).

- e. Un agent SSIAP ne peut exploiter le PCS plus de 132 vacations par an pour tous les lots. Il s'agit probablement d'un problème de formulation de la phrase pour les 4 lots. Il est indiqué par exemple en page 24 du CCTP : « *Exploitation du PCS par agents CDC avec une volumétrie de 132 vacations max par an »

QUESTION 3

Ensemble des 4 lots : Gestion des alarmes sur l'ensemble des sites. Pourriez-vous nous indiquer quels sont vos sites gérés en télésurveillance ?

Réponse 3

Les sites gérés en télésurveillance sont :

- Angers (lot 2) : raccordement Cholet et Angers Quatuor, avec retour d'alarme à Angers Eblé
- Mérignac (lot 3).

QUESTION 4

Dans l'affirmative, seriez-vous en mesure de nous communiquer le détail et la nature des points gérés par site et par transmetteur ?

Réponse 4

La centrale a raccorder est une Honeywell Galaxy 520 V6.

QUESTION 5

Serions-nous également autorisés à contacter votre installateur mainteneur pour effectuer les futurs raccordements le cas échéant (connaissance parfaite de vos sites) ?

Réponse 5

Oui, uniquement le titulaire, dès l'attribution du marché.

QUESTION 6

Ensemble des 4 lots : Vous serait-il possible de nous préciser les dates de recyclage des formations SSIAP ?

Réponse 6

Nous vous adressons en pièce jointe les documents de reprise du personnel ajustés, dans lesquels figurent les dates de formation des agents. A noter que la durée de validité des qualifications SSIAP étant de 36 mois, il convient de prévoir au moins un recyclage par agent.

QUESTION 7

Concernant les tableaux de reprise nous avons également pu remarquer des écarts sur le nombre, + élevé de salariés que le besoin de votre CCTP (ex : Bordeaux et Angers).

Réponse 7

Lot 2 (Angers) : le nouveau marché prend en compte le nouveau site de Quatuor Eblé avec la présence d'un SSIAP 2 et d'un SSIAP 1 h24 – le marché actuel comporte un bâtiment dit « Louis Gain » avec SSIAP 2 H24 .

Lot 3 (Bordeaux) : un seul site concerné (Amédée Saint Germain). Le marché actuel comprend le site de Bordeaux Lac avec un SSIAP 2 et un ADS h24.

QUESTION 8

Pourriez-vous nous confirmer que les listes transmises correspondent bien aux demandes du CCTP ?

Réponse 8

Le CCTP indique les postes à tenir. L'organisation et les moyens mis en œuvre appartiennent au titulaire du marché.

QUESTION 9

Pourriez-vous nous confirmer que nous devons transmettre un mémoire technique par lot, si nous répondons aux 4 lots ?

Réponse 9

Nous vous confirmons que vous devez compléter et déposer un cadre de mémoire technique par lot.

QUESTION 10

A la lecture du CCTP, il est précisé que le titulaire devra faire son affaire des remises à niveau (formation) des agents, sous un an, pour le présent marché.

Si nous ne prenons l'exemple que du lot 1, ce sont 92 agents qui sont concernés par la reprise de personnel, sans aucune mention de leur état de formation. Cela implique que la procédure de reprise

sera à sens unique, puisque le candidat accepte, à la lecture du CCTP, de reprendre du personnel dont le dossier administratif, en outre de formation, ne sera pas complet.

Comment le candidat peut-il estimer ce coût, qui a de grandes chances d'être conséquent, puisqu'un recyclage ou une remise à niveau ne sont pas gratuits ?

Est-il possible, à ce stade de la consultation, d'apporter aux candidats, au moins, une estimation des agents concernés par ce besoin ?

Réponse 10

Nous vous adressons en pièce jointe les documents de reprise du personnel ajustés, dans lesquels figurent les dates de formation des agents. A noter que tous les agents sont à jour de leur formation ou qualification.

QUESTION 11

LOT 3 : Eléments de reprise de personnel

a. Dans le tableau fourni, les qualifications ne sont pas indiquées, nous ne pouvons pas distinguer les ADS des SSIAP 1.

b. Les CDD ne sont transférables que si le motif du contrat est le remplacement d'un salarié absent qui remplit les conditions de transfert. Est-ce le cas pour les agents 6, 15 et 25 mentionnés dans le tableau ?

c. Le nombre d'ETP nécessaire à la réalisation des prestations est de 5.33 SSIAP 2, 8.99 SSIAP 1 et 1.83 ADS, soit 16, 14 ETP au total pour ce marché or il y a 28.55 ETP dans le tableau de transfert. Soit il y a une réduction du périmètre de la prestation et le prestataire entrant devra reclasser le personnel transférable, soit les données du tableau sont erronées et certains agents ne remplissent pas les conditions de transfert.

Réponse 11

- a. Nous vous adressons en pièce jointe les documents de reprise du personnel ajustés, dans lesquels figurent les dates de formation des agents.
- b. Non, ce n'est pas le cas.
- c. Oui diminution du périmètre (passage de 2 à 1 bâtiment pour le gardiennage physique).

QUESTION 12

En fonction de l'article du CCTP - 6.2.3 Prestation de télésurveillance Cholet et Quatuor Gare, rappelé ci-dessous :

« Il appartient au titulaire, après avoir visité les sites et l'installation du système anti-intrusion, de raccorder à ses frais la centrale de réception à son frontal de réception et de procéder aux essais de bon fonctionnement.

Le titulaire doit disposer d'une station centrale de télésurveillance (SCT) qui réponde aux exigences de la règle R31 de l'APSAD de niveau P2 au minimum.

NB : toutes les alarmes du site de Cholet et Quatuor Gare sont raccordées à la centrale de réception du PCS de Eblé et en doublon à la station centrale de télésurveillance du titulaire.

Le raccordement par le titulaire est réalisé dans des conditions de sécurité suffisantes permettant de garantir :

- Le risque d'intrusion ;*
- Le risque d'incendie ;*
- La disponibilité de l'installation 24h/24 et 7j/7 ;*
- L'intégrité des données ;*
- La confidentialité des données.*
- Tout dysfonctionnement de l'installation est signalé sans délai à la CDC.*

Le titulaire exploite les alarmes intrusion, incendie, techniques et les éventuels défauts de l'ensemble des installations (secteur, batterie basse, autoprotection, etc.) dans le strict respect des consignes reçues de la CDC. Suivant les consignes reçues, il fait intervenir un agent de sécurité mobile afin d'effectuer une levée de doute et rédige les comptes rendus des interventions physiques.

Il assure le suivi des mises en et hors service de l'ensemble des installations.

Le suivi de cette activité est réalisé au travers du reporting mensuel.

Les sites Louis Gain, Quatuor, Cholet, et Saint Serge devront être gérés hors heures / jours ouvrés par un centre de télésurveillance avec une redondance des événements / alarmes des sites cités ci-avant au PCS Angers Eblé. »

Questions :

1. Vous notez : « toutes les alarmes du site de Cholet et Quatuor Gare sont raccordées à la centrale de réception du PCS de Eblé et en doublon à la station centrale de télésurveillance du titulaire » (et ces prestations sont bien référencées au DPGF), or les dernières lignes vous notez « Les sites Louis Gain, Quatuor, Cholet, et Saint Serge devront être gérés hors heures / jours ouvrés par un centre de télésurveillance avec une redondance des événements / alarmes des sites cités ci-avant au PCS Angers Eblé », mais aucune mention de tarifications pour le site de Louis Gain et Saint Serge dans le DPGF), aussi nous voudrions savoir si la télésurveillance via la station centrale du titulaire se fera uniquement pour les sites de Cholet et Quatuor ou pour les quatre sites ?
2. Vous notez : « Il appartient au titulaire, après avoir visité les sites et l'installation du système anti-intrusion, de raccorder à ses frais la centrale de réception à son frontal de réception et de procéder aux essais de bon fonctionnement ». Cette prestation doit s'effectuer par la société en charge de la maintenance des installations (si tel est le cas merci de nous adresser les coordonnées de la ou les sociétés afin que nous puissions chiffrer la prestation) ou le titulaire peut choisir son prestataire (ce qui implique que nous puissions avoir connaissance des codes ingénieur pour accéder à la programmation) ?
3. Est-ce que le coût de la prestation de raccordements est à renseigner dans le DPGF « Prestations et fournitures diverses nécessaires à la réalisation du contrat » ?

Pour chaque bâtiments télésurveillés par la Station Centrale de Télésurveillance pourriez-vous nous communiquer les informations suivantes :

4. Combien y a-t-il de transmetteurs pour le report des informations d'alarmes intrusion et/ou incendie vers la Station Centrale de Télésurveillance ?
5. Quelle est ou quelles sont la ou les marque(s) du ou des centrale(s) (Honeywell, Tillys, Aritech, Tecnoalarm etc.) ?

6. Quelle est ou quelles sont le ou les protocole(s) de transmission utilisés par la ou les centrale(s) d'alarme (Contact ID, SIA, Cesa 200 Bauds Etc...) ?
7. Quel est le vecteur de communication (Ligne analogique (Rtc), Liaison IP (Adsl ou Fibre), GSM (Gprs), GSM (Voix) pour les différents transmetteurs ?
8. Etes-vous équipés de caméras pour effectuer la levée de doute vidéo ? Si oui pourriez-vous nous communiquer la marque des stockeurs vidéos à prendre en charge ?
9. Le nombre de déclenchements mensuel moyens pour chaque transmetteur ?

Réponse 12

1. Oui, les sites de Saint-Serge et de Louis Gain ne sont pas concernés.
2. Ces éléments seront communiqués dès l'attribution du marché.
3. Non, les coûts de raccordement sont désormais à renseigner dans la case dédiée de la version n°2 de la DPGF.
4. Un par bâtiment.
5. La centrale est de marque Honeywell, modèle Galaxy.
6. Le protocole est au choix du titulaire.
7. A ce jour, la liaison est IP (fibre).
8. La levée de doute ne se fait pas par caméra, l'intervention d'un rondier est demandée.
9. Le nombre est aléatoire, en moyenne 5 par an hors le cas des dysfonctionnements.

QUESTION 13

Nous avons bien pris en compte votre demande concernant la mise en place d'une prestation de télésurveillance/sécurité mobile pour les deux sites suivants : Quatuor et Gare Cholet. Afin que nous puissions vous faire parvenir une approche budgétaire la plus précise possible, pouvez-vous nous transmettre les informations suivantes :

1. INTRUSION : pour les deux sites
 - a. Le nombre et la typologie des informations (boucles) qui doivent être accordés sur notre centre de télésurveillance (synthèse OU multipoint) ?
 - b. Le protocole de transmission ?
 - c. La marque et le modèle du système anti-intrusion ?
 - d. Savoir s'il vous faut également un installateur ou non ?
2. INCENDIE : pour les deux sites
 - a. Le nombre et la typologie des informations (boucles) qui doivent être accordés sur notre centre de télésurveillance ?
 - b. Le protocole de transmission ?
 - c. La marque et le modèle de la centrale incendie ?
 - d. Savoir s'il vous faut également un installateur ou non

Réponse 13

1. La centrale est de marque Honeywell, modèle Galaxy. Le raccordement est par fibre, l'installation et le protocole est à l'appréciation du titulaire.
2. La centrale incendies sur Cholet et de marque DEF, ESSER pour quatuor Gare. L'installation et le protocole sont à l'appréciation du titulaire.

QUESTION 14

Pourriez-vous nous apporter quelques précisions sur les éléments suivants, s'il vous plaît :

1. Primes SSIAP 1 : À quelle périodicité correspondent-elles ? S'agit-il de primes mensuelles, annuelles ou d'une prime de qualification ponctuelle ?
2. Opérateurs vidéo : Pourriez-vous également nous indiquer le niveau de qualification attendu ? S'agit-il d'opérateurs SCT 1 ou SCT 2 ?
3. Données sur 364 jours : Dans la DPGF, nous constatons que certains montants sont basés sur 364 jours. Pourriez-vous nous confirmer s'il s'agit d'une spécificité du marché ou d'une erreur de saisie ?
4. Concernant le lot 2 : Type de matériel sur site et type de protocole et de transmission (GSM, RTC, IP ...) utilisés. Type d'alarme à traiter (Intrusion, incendie ...) et levée de doute vidéo ?

Réponse 14

1. Les primes sont payées mensuellement.
2. La qualification attendue est SCT 2.
3. Le prochain marché devant commencer le 17 novembre 2029, les dates indiquées dans la DPGF sont les bonnes.
4. Les centrale intrusion est de marque HONEYWELL et la centrale incendie de marque DEF pour le site de Cholet, ESSER pour Quatuor Gare. Il n'y a pas de levée de doute par caméra, le rondier est nécessaire. Le protocole de transmission est à l'appréciation du titulaire.

QUESTION 15

Pouvez-vous nous confirmer que les "agents de sécurité" sur la reprise de personnel du lot 3 (Angers) possède les mêmes qualifications que les "agents de sécurité incendie" présent sur cette même reprise de personnel à savoir le SSIAP1, le SST ?

Réponse 15

Ils sont tous qualifié SSIAP 2 ou SSIAP 1 et tous SST à minima.

QUESTION 16

Pour le lot 3 :

1. La liste des agents ne permet pas d'identifier clairement ceux affectés au site du 6 place des Citernes, ce qui rend le chiffrage particulièrement complexe. Serait-il possible d'obtenir cette ventilation ?
2. Par ailleurs, il semble qu'un deuxième site soit susceptible d'être arrêté d'ici mars prochain. La reprise des personnels dans ce contexte soulève des interrogations légitimes, notamment en termes de coûts sociaux potentiels (ruptures conventionnelles, reclassements, etc.). Ce point est d'autant plus sensible que, dans l'état actuel, seule la société sortante dispose d'une vision claire et précise des éléments de reprise, ce qui crée une forme de déséquilibre et de concurrence déloyale entre les candidats. Dans cette optique, ne serait-il pas pertinent

d'envisager de retirer ce site de l'appel d'offres actuel, afin de garantir une égalité de traitement et une meilleure lisibilité pour tous les soumissionnaires ?

Réponse 16

1. Actuellement, les agents de sécurité et de sûreté peuvent travailler sur 2 sites (Bordeaux Amédée et Bordeaux Lac). Le site de Bordeaux Lac ne fait pas partie de la prestation au forfait.
2. Bien que le site de Bordeaux Lac ne fasse pas partie du marché, la libération du site, prévue en septembre peut avoir du retard. Dans ce cas, une prestation à bon de commande pourra être sollicitée.

QUESTION 17

Suite à la réponse 1, question 2.b., et la réponse 10 : il est essentiel pour nous de connaître non-pas les attendus de la formation dans le nouveau CCTP, mais les attendus dans le marché actuel, ce qui nous permettra de chiffrer les formations initiales nécessaires pour la montée en compétences des agents transférés. Si une formation est requise actuellement, c'est au prestataire sortant de former et recycler ses agents avant la reprise, si en revanche elle n'est pas requise, c'est au prestataire entrant d'organiser le plan de formation au démarrage du marché pour se mettre en conformité avec le CCTP.

Réponse 17

Extrait du marché actuel :

« Le Titulaire devra affecter à cette prestation un personnel qualifié et expérimenté en rapport avec les postes à tenir. Tous les agents disposeront à minima :

- *Du CQP, et être en capacité d'utiliser un défibrillateur.*
- *Du SST ou PSE niveau 2.*
- *D'une habilitation contre les risques électriques (H.O.B.O.).*
- *Du SSIAP 1 ou 2 en fonction des postes à tenir,*

Pour les agents SSIAP, d'une formation à la désincarcération délivrée par un ascensoriste, Les agents en vidéosurveillance devront justifier d'une formation « agent-vidéo » par un organisme extérieur et seront formés par la CDC au système Security Center de chez GENETEC à hauteur de 1 semaine en formation initiale. »

QUESTION 18

1. Pourriez-vous nous confirmer que seul le tarif du raccordement est à renseigner dans la DPGF pour le Lot 2, et qu'aucun raccordement n'est requis pour les Lots 1, 3 et 4 (possibilité de laisser vide la case "Forfait pour le coût de raccordement") ?
2. Pourrions-nous avoir le protocole pour la télésurveillance (protocoles audios et vidéos, nombre de point de contact, caméras, radars, type de centrale) ?

Réponse 18

1. Les sites à raccorder en télésurveillance sont les sites de Cholet et Angers Quatuor (à raccorder au site Angers Eblé) pour le lot 2, pour le lot 3, le site de Mérignac est à raccorder au site de Bordeaux Amédée. Les cases pour le forfait de raccordement sont supprimées pour les lots 1 et 4 dans la version 3 de la DPGF.
2. La centrale de télésurveillance est de marque HONEYWELL, modèle GALAXY. Le protocole est au choix du titulaire.

QUESTION 19

1. Sur quelle période se base-t-il sur le calcul des heures de la pièce financière ?
2. Pas de réponse à la demande de visite de site pour Bordeaux. Qui devons-nous contacter par téléphone ? Car personne ne répond au mail envoyé

Réponse 19

1. Les périodes sont désormais précisées en termes de dates et de durée dans la version n°2 de la pièce financière que nous vous avons transmise.
2. Les correspondants des sites Bordelais pour les visites sont Messieurs Laurent Calvairac et Jean-Baptiste Colin. Ces éléments sont précisés dans la nouvelle version du RC.

QUESTION 20

Devons-nous assurer une continuité de prestation sur le site de Bordeaux Lac ? (Lot 3) Si oui, quel est le volume de prestation sur ce site ?

Réponse 20

Le site de Bordeaux Lac devrait être libéré de la garde de la CDC en Septembre 2025. Toutefois, si une garde devait perdurer, elle ferait l'objet d'un bon de commande à raison de deux agents H24/7JOURS.

- ➔ A noter, modification dans le CCTP – lot 1 – horaires PLS 15 QAF SSIAP 2 : les horaires sont désormais 6H00 à 22H du lundi au vendredi (la pièce financière est également mise à jour)